

## L'UE annonce qu'elle prendra des mesures appropriées contre le Burundi

RFI, 09-12-2015 Droits de l'homme au Burundi : Bujumbura n'a pas convaincu l'UE. A l'issue d'une journée de consultations entre le Burundi et l'Union européenne à Bruxelles, mardi, l'Europe ne trouve pas suffisantes les propositions de Bujumbura pour remédier aux violations des droits de l'homme dans le pays. L'UE annonce qu'elle prendra des mesures appropriées. Le communiqué de l'Union européenne est tombé vers 21h30 mardi soir, soit plus de six heures après le début des discussions qui se sont déroulées à huis clos.

Verdict : les positions exprimées par Bujumbura ne permettent pas à l'UE, estime la l'UE, de remédier aux manquements essentiels de son partenariat avec le Burundi. Autrement dit, Bujumbura n'a pas convaincu de sa volonté de remédier aux violations des droits de l'homme et des principes démocratiques dont elle est accusée. Ni même de sa volonté de s'engager rapidement sur la voie d'un dialogue sincère et inclusif à l'Union africaine. Des sanctions à venir. Cette décision ouvre la voie à des sanctions, des mesures appropriées, a-t-on écrit à Bruxelles, pouvant aller jusqu'à une rupture de sa coopération. Mais à ce stade, la nature exacte de ces sanctions n'est pas précisée. Tout dépendra de l'évaluation qui est faite des éléments fournis au gouvernement burundais, explique un diplomate européen. Une fois définies, ces sanctions devront ensuite être approuvées par le Conseil de l'Union européenne, probablement pas avant début janvier. Cela fait des mois que Bruxelles continue de faire monter la pression dans l'espoir de contraindre Bujumbura au dialogue. En vain pour le moment. Dans un communiqué, diffusé peu après, le gouvernement burundais est lui-même satisfait de la réaction de l'Union parce qu'elle a permis selon lui de relancer le dialogue entre lui et l'Union européenne. Il est à noter qu'aucune sanction n'a été prononcée, se félicite le gouvernement tout en regrettant que l'Union européenne dans sa décision ait fait référence aux propositions exprimées par le gouvernement. Bujumbura promet toutefois de continuer à honorer ses engagements pris en matière d'enquêtes judiciaires et de conduite de processus nationaux de dialogue. Bujumbura toujours plus isolé. La dégradation des relations entre l'UE et Bujumbura ne date pas d'hier. Mais jamais au cours de cette crise Bruxelles n'avait été si catégorique sur le manque de bonne volonté de Bujumbura. Après les sanctions américaines contre des responsables burundais, après la décision de la CIRGL, l'organisation sous-régionale des Grands Lacs de retirer provisoirement son siège de la capitale burundaise, c'est donc une étape de plus dans l'isolement de Bujumbura sur la scène internationale. Une décision qui pour autant ne surprend pas grand monde. On ne peut pas dire que Bujumbura ait multiplié les signaux positifs ces derniers temps, confie un diplomate, en référence aux nouveaux mandats d'arrêt et gels de comptes rendus publics en début de semaine et qui visent des journalistes ou des personnalités de la société civile. Même au pied du pied, le Burundi reste donc inflexible en continuant de clamer haut et fort sa bonne volonté et de minimiser l'ampleur non seulement de la crise, mais aussi du bras de fer qui l'oppose à Bruxelles. Avec notre envoyée spéciale à Bruxelles, Florence Morice